



e n d a

Vivre

a u t r e m e n t

Copenhague 95

4^e série N° 6

JEUDI 9 MARS 1995

De Copenhague à Pékin

La longue marche des femmes

Fête et réflexions ont ponctué hier la journée internationale des femmes, dernière étape avant Pékin. La campagne des 180 jours est lancée. Pour faire un virage à 180 degrés.

You-you, boubous, saris et tam-tam, la scène du hall de conférences du forum est chauffée à blanc pour lancer la campagne « 180 jours / 180 chemins ». L'in-fatigable Bella Abzug esquisse même un pas de danse avant de haranguer la foule : « *le XX^e siècle sera le nôtre, lance-t-elle. Nous voulons du pain et des roses!* » Un chanteur psalmodie « *femmes d'Afrique, femmes du monde* », tandis que l'assistance agite des petits drapeaux jaunes et mauves. Les femmes arborent de petits masques en carton dont les paupières qui s'ouvrent déclarent : « regarder le monde avec les yeux des femmes ». Nafis Sadik, ovationnée, rappelle les batailles du Caire. Gertrude Mongella est aussi de la fête. Le tissu brodé par les Cambodgiennes circule entre les rangs comme un long serpent bleu nuit. Porté par des femmes en costume traditionnel et des hommes... en costume-cravate, il proclame : « les femmes tissent le monde ensemble jusqu'à Pékin ». Ainsi s'est terminée l'après-midi du 8 mars.

Avec ou sans arrière-pensées, avec enthousiasme ou en faisant semblant d'être convaincu, tout le monde a voulu fêter hier la journée internationale des femmes. Discours, banderoles, badges, cérémonies, rien n'a manqué pour faire de la célébration du 8 mars un des événements du sommet social. A tout seigneur tout honneur, puisque c'est là qu'est le pouvoir, les festivités ont commencé dès le matin au Bella Center où l'Unifem avait décidé de frapper un grand coup en réunis-

sant autour d'une même table les vedettes féminines du système onusien.

Il y avait là Gertrude Mongella, secrétaire générale de la conférence des femmes de Pékin qui aura lieu en septembre, Nafis Sadik, secrétaire exécutive du Pnuap et Elisabeth Dodeswell qui dirige le Pnue (Programme des Nations unies pour l'environnement). Les Nations unies n'étant pas sexistes, Richard Jolly de l'Unicef et James Speth du Pnud avaient tenu à être présents. Pour faire bonne mesure, la « société civile » étant fort prisée des organisations internationales, Peggy Androbus représentait l'association

Alternatives de développement pour une ère nouvelle.

Chacun a tenu à présenter les efforts accomplis par son organisation en faveur de la promotion des femmes. Richard Jolly a ainsi expliqué comment l'Unicef avait pris conscience de la nécessité de lutter contre l'inégalité sexuelle dès l'enfance en mettant l'accent sur l'éducation des petites filles, et Nafis Sadik a indiqué comment le Pnuap aidait les pays à mettre en œuvre le programme du Caire. « *Le Caire a été une étape décisive dans la reconnaissance du rôle des femmes en matière de développement* » a-t-elle rappelé, tandis que les responsables du

Pnue et de Pnud insistaient sur la sensibilité particulière qu'ont les femmes en matière d'environnement et de développement durable.

A entendre cet imposant aréopage exposer l'ampleur des actions entreprises en faveur des femmes, on pouvait se demander pourquoi leur condition ne progresse pas plus vite. Plus réaliste, Gertrude Mongella a souhaité que Pékin soit le point de départ de l'application concrète des recommandations énoncées par les conférences précédentes. Vœu pieux ? Annonçant la campagne des 180 jours, elle a ajouté qu'ils devaient conduire à un virage à 180 degrés de l'ordre

du monde, en donnant à la moitié de l'humanité la place qui devrait être la sienne. Peggy Androbus a fait chorus. « *Les femmes, a-t-elle déclaré, doivent maintenant traduire en termes politiques la volonté qu'elles ont de transformer le monde.* »

De tels propos auraient pu être tenus au forum des ONG où, après une matinée plus calme qu'on ne l'aurait pensé, l'île d'Holmen a commencé à s'agiter en début d'après-midi. Respectueuses des consignes, des centaines de femmes y arboraient le badge jaune et violet de la campagne des 180 jours. Malgré la présence d'innombrables badauds en promenade, moyennement intéressés par les débats qui ne semblaient guère les concerner,

Suite page 2 ▶

Mobilisation générale au forum

Quatre cents personnes se pressaient hier soir dans une salle trop petite pour mettre au point la version finale de la déclaration de Copenhague. Cette fois-ci, les ONG bougent vraiment.

Enfin. Du chaos du forum est sortie hier au grand jour la très attendue *Déclaration de Copenhague*, une initiative commune à de nombreuses ONG de développement et d'environnement. Ce texte est une contre-proposition au projet officiel de programme d'action dont plus personne n'attend désormais de spectaculaires modifications. « *Nous continuons certes à exercer des pressions sur le cours des négociations* », indique Vygard Bye, du Forum norvégien pour l'environnement et le développement, une organisation qui a joué un rôle moteur dans la préparation de la déclaration de Copenhague. « *Cependant, poursuit-il, vous pouvez consta-*

ter comme moi qu'il n'a pas été possible aux ONG de peser dans les débats. Il était donc nécessaire de produire une proposition alternative. »

Hier matin, la réunion, plénière du forum des ONG faisait effectivement un constat d'impuissance. Le Hollandais Max Van den Berg, président de Novib, annonçait devant quelque deux cents participants : « *quatre-vingt-quinze pour cent du document final est déjà adopté* ». Même topo du président pour l'Europe du Conseil international de l'action sociale (CIAS), Jan Ordin. Selon lui, un maigre espoir résidait dans une tentative de rencontre avec l'ambassadeur Butler, Australien qui préside le groupe de travail sur le chapitre V du document officiel. Mais, assure

le responsable du CIAS, à ce stade, il n'y a pratiquement plus aucune chance de peser sur les discussions. Seule issue, alors, le suivi du programme d'action : « *Il faut mettre des bâtons dans les roues des gouvernements qui ne respectent pas leurs engagements* ». Jan Ordin a encore stigmatisé la limitation de l'accès au Bella Center : « *A Copenhague, il y a un mur entre les ONG et les gouvernements. C'est pire qu'au Caire.* »

Présentée à la fin de cette séance plénière, la déclaration de Copenhague dresse le même constat d'échec, mais prend ses distances par rapport au programme d'action du sommet : « *Malgré les progrès accomplis durant le processus de négociation, nous estimons*

que le cadre qui sous-tend le document [officiel] est en contradiction avec les objectifs de développement social équitable et durable. »

Ce cadre, précise la déclaration de Copenhague, c'est la confiance

Suite page 3 ▶

DOSSIER

Enfants

L'école, levier du développement 5

Palestine
Le tableau noir de l'éducation 6

Taillables et corvéables 7

Les ravages de la prostitution 8



Bilan globalement positif

Réunis à l'initiative de l'Organisation internationale du travail (OIT), plusieurs centaines de syndicalistes, représentant les plus grandes organisations des travailleurs, ont participé hier à un forum syndical qui s'est tenu au Bella Center. Ils ont estimé que « le sommet de Copenhague était le signe que la communauté internationale a pris conscience de la nécessité d'agir de toute urgence pour combattre l'injustice flagrante et croissante dans le monde ». Toutefois, plusieurs orateurs ont insisté sur le fait que le but du sommet ne doit pas être seulement d'adopter un programme d'action mais aussi de montrer « une volonté commune pour donner suite aux décisions prises après le 12 mars ». En tout cas, les syndicats semblent globalement satisfaits du projet de programme d'action, qui, estiment-ils, a pris en compte les positions de l'Organisation internationale du travail (OIT). « Regardez le document de Copenhague, vous trouverez sans difficulté l'empreinte des syndicats. Nous sommes prêts à tra-

vailer avec les gouvernements démocratiques pour atteindre les objectifs qui seront déterminés à Copenhague. Mais il n'y a pas de recettes magiques du système économique du marché contre la pauvreté et le chômage. Notre travail continuera. Nous devons nous efforcer de convaincre les gouvernements d'appliquer le programme d'action, qui a pour objectif précis la lutte contre la pauvreté et le chômage », a souligné l'un des intervenants.

Enfin, la question de la clause sociale et celle de l'intégration des normes sociales dans les échanges commerciaux ont été au centre des préoccupations de tous les syndicalistes. Ils estiment notamment qu'à l'heure de la dérégulation de l'économie internationale, « il est impératif de donner au commerce international un certain nombre de règles » pour garantir les droits sociaux fondamentaux, en intégrant les conventions de l'OIT dans les systèmes législatifs nationaux. **S.G.**

La course est-elle finie ?

On en parlait avec optimisme lorsque le bloc de l'Ouest décrétait que, celui de l'Est étant vaincu par K.O., la guerre froide était terminée. On y voyait – enfin ! – l'occasion de faire du social. Mais à présent, au Nord comme au Sud, on se demande où sont passées ces fameux « dividendes de la paix ». Le général Olusegun Obasanjo, ancien chef d'Etat du Nigeria (la plus grande armée d'Afrique au sud du Sahara) les a cherchés en vain. Tout comme le professeur Essam El-Din Galal de l'université du Caire. Le Russe Vladimir Kryuchenco, vingt ans de nucléaire, directeur du Centre international de science et de technologie (Istic, Moscou), reconnaît, lui, que la situation n'est pas simple.

A l'invitation du Centre international de reconversion de Bonn (BICC), ces personnalités, en marge du sommet social, ont planché le 8 mars sur l'épineuse question de la démilitarisation et de la reconversion des ressources (hommes, fonds, infrastructures)

consacrées aux armées. Une reconversion constitue effectivement la clé du coffre-fort des dividendes de la paix.

Mais les foyers de tension sont toujours légion. La destruction des armes chimiques et nucléaires s'avère onéreuse. L'Istic peine à « recycler » trois mille cinq cents savants de l'ancienne URSS, fous du nucléaire et de la chimie qui tuent ; pour les dissuader d'offrir leurs dangereux services à d'autres pays, on voudrait les reconvertir en chercheurs de molécules pharmaceutiques ou en chercheurs de procédés de pointe pour la protection de l'environnement. Où trouver, par ailleurs, les milliards de dollars nécessaires à la reconversion des millions de militaires et autres combattants à travers le monde ?

Certes des réductions de budgets militaires ont permis à l'Allemagne de financer sa réunification, aux Etats-Unis de réduire leur déficit budgétaire. Mais on est loin du compte. Mieux, on fabrique toujours des armes. Et en grande quantité. **G.L.K.**

elles ont envahi les allées du bâtiment principal pour venir assister au clou de la journée, la manifestation organisée par Bella Abzug, avec la participation de femmes parlementaires et de représentantes d'ONG de plusieurs pays du Sud. Discussion animée sur le podium, entrecoupée de fréquents applaudissements venus de la salle chaque fois qu'une intervenante parlait fort et juste, répondant aux interrogations d'une nombreuse assistance, féminine dans son immense majorité, mais où l'on remarquait quelques hommes faisant pour une fois fonction de deuxième sexe.

« Les femmes peuvent-elles changer la nature du pouvoir ou est-ce le pouvoir qui change les femmes quand elles y accèdent ? » a

demandé Bella Abzug, cadrant ainsi le débat. Les femmes doivent-elles systématiquement voter pour des femmes ? Les femmes députées s'intéressent-elles assez au sort de leurs sœurs ? Que peuvent apporter aux autres les rares femmes à avoir pu accéder au pouvoir ? Comment imposer la parité des sexes dans toutes les instances politiques au plus haut niveau ? Telles ont été les principales questions auxquelles ont tenté de répondre plusieurs femmes députées, dont l'Egyptienne Mona Makram-Abeid et la Française Antoinette Fouque, soumises également au feu des répliques des représentantes d'ONG.

Très applaudie, la responsable d'une association kenyane a appelé les femmes à avoir davantage confiance en elles. « Nous

sommes des femmes et devons être acceptées en tant que telles. Vouloir ressembler aux hommes est la meilleure façon de ne jamais conquérir notre part de pouvoir. Nous avons longtemps suivi les hommes parce que nous croyions qu'ils savaient où ils allaient. Nous savons maintenant qu'ils ne savent pas où ils vont. » Ovation. Chauffées par les fougueuses déclarations venues de la tribune et de la salle, l'assistance était prête pour la manifestation. Grande journée assurément. Il en faut bien une par an pour les femmes.

Rendez-vous à Pékin

Mais elles sont de moins en moins disposées à se contenter d'un 8 mars pour parler, et pour qu'on parle d'elles. Moins spectaculaires, quelques ateliers avaient entrepris de réfléchir de leur côté sur l'avenir des femmes dans « ce monde impossible » qu'est le monde d'aujourd'hui, comme celui organisé par l'association Terra Femina, créée en 1992 dans la foulée du sommet de Rio. « Quand monsieur Bout-

ron Ghali évoque la nécessité d'un contrat social, sait-il de quoi il parle ? » a demandé l'ancien premier ministre portugais Maria de Lourdes Pintassilgo, précisant qu'« il n'y aura de vrai contrat social que s'il s'inscrit dans la problématique de l'égalité des sexes et du respect de l'environnement ». La Brésilienne Rosiska de Oliveira a voulu, elle aussi, aller plus loin que la légitime revendication des femmes à l'égalité. « Le monde a toujours été pensé par un seul des deux sexes qui constituent l'humanité. Nous devons, certes, continuer à lutter pour nous rendre visibles et réclamer nos droits. Mais il nous faut aussi proposer notre propre vision du second millénaire, déclarer inacceptable le monde d'aujourd'hui et proposer nos propres alternatives. »

Ainsi est allé, en cette journée froide et ensoleillée de Copenhague, le 8 mars des femmes. Elles font la fête mais ne rient plus. Elles ont décidé de faire partie du monde.

Sophie Bessis et
Dominique Alice Rouyer

Pendant la fête, le travail continue

La journée internationale de la femme a commencé bien studieusement pour le caucus des femmes. Les Asiatiques qui présidaient la séance ont donné la priorité aux rapports de la journée précédente. Ceux-ci ont éclairé les différents points sur lesquels les débats achoppent, en particulier la question des 20/20 et la discussion a repris sur la quantification du travail domestique. En l'absence de réunion de la Grande commission, Bella Abzug a vive-

ment engagé toutes les femmes à investir les groupes informels qui travaillent chacun sur un point précis. Elle a insisté sur la nécessité de défendre le maintien des formulations utilisées lors des conférences précédentes : quand il est question de croissance économique, bien spécifier « dans le cadre d'un développement durable », qui reprend l'expression de Rio ; quand on parle de la famille, indiquer « dans toutes ses formes » comme dans le document du Caire. Il s'agit, en effet, de faire preuve de vigilance afin d'éviter des régressions par rapport aux acquis de 1992 et de 1994.

Un travail austère, suivi avec passion, que les femmes ont cependant interrompu pour leur cœur à l'arrivée de Juan Somavia, venu célébrer avec elles ce jour symbolique. Ce dernier a rendu hommage à l'énergie et aux convictions des associa-



Rigoureuses et vigilantes, les femmes poursuivent l'examen des textes.

tions de femmes et a souligné l'importance de leur dynamisme dans les conférences internationales. L'assistance s'est alors levée pour applaudir l'orateur et s'auto-congratuler au son des you-you et des gospels des femmes africaines. Les petits triangles de tissu jaune et mauve devenus des fanions achevaient de donner un air de fête à la salle habituellement plus solennelle. **D.A.R.**

Mobilisation générale au forum (suite de la page 1)

► exagérée dans les forces du marché, qui aggravent plus qu'elles n'allègent la crise sociale des Etats. Pour les ONG réunies derrière cette déclaration, il n'est alors pas possible de cautionner le texte qui sera adopté par les gouvernements, même si elles continueront de s'investir dans le suivi du sommet.

Paix sociale au moindre coût

« Le document du sommet est une honte », s'indigne Michel Chossudovsky, économiste de l'université d'Ottawa, membre du Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde. Co-rédacteur de la déclaration de Copenhague, il fait une critique sévère du texte officiel. Sur le plan scientifique, d'abord. Le seuil de pauvreté adopté dans le texte du sommet est celui que définit la Banque mondiale, soit un revenu par habitant inférieur à un dollar par jour. Selon ce critère, seuls 33 % de la population du tiers monde seraient des pauvres. « La Banque truque les statistiques pour assimiler les pauvres à une minorité et pour justifier l'idée de groupes vulnérables sur lesquels il faudrait cibler les actions », explique Chossudovsky. Corollaire de cette définition : ceux dont le revenu excède ce seuil, devront payer les services sociaux en cours de privatisation dans les pays du Sud au nom de la « vérité des prix ». Pour l'économiste canadien, la seule ambition du texte officiel est d'alléger la pauvreté de ces groupes les plus vulnérables par la mise en place de filets sociaux, bref, de gérer la pauvreté au moindre coût. Mais la finalité de ces filets de sécurité consiste surtout à maintenir une relative paix sociale pour que les Etats soumis aux politiques d'ajustement continuent d'assumer le service de la dette.

● **Evidemment, s'il avait eu** une jambe de bois, on ne lui aurait pas cassé les pieds. Mardi dernier, au Bella Center, le Costa Ricain Rodrigo Jimenez, délégué de l'Association internationale des handicapés (*Disabled people international*) a été contraint de suivre les agents de sécurité postés à l'entrée et de baisser son pantalon devant eux. Non, ce n'est pas une kalachnikov qui a fait bipier le détecteur de métaux mais sa jambe artificielle. Décidément, l'hystérie de la sécurité fait marcher les organisateurs sur la tête.

« Le document des Nations unies ne fait aucune analyse des causes de la crise et affirme dogmatiquement que le modèle néolibéral établi est le bon », poursuit Michel Chossudovsky. Ainsi, le paragraphe 14 du projet de déclaration affirme : « La mondialisation (...) ouvre de nouvelles possibilités pour une croissance économique soutenue et le développement de l'économie mondiale, en particulier dans les pays en développement ». Mais, note le Canadien, les auteurs de ce texte refusent de s'attaquer à l'impact de la libéralisation sur les sociétés et s'abstiennent de reconnaître qu'au cœur du système économique, réside une structure inégale du commerce mondial, de la production ou de l'accès au crédit. C'est ce refus des présupposés du texte des Nations unies qui a motivé la déclaration de Copenhague. « Beaucoup d'ONG sont prises au piège. Elles se battent sur les paragraphes entre crochets, mais que leurs recommandations soient acceptées ou non ne changera rien à l'affaire », estime Michel Chossudovsky. Quelles sont alors les recommandations de la déclaration de Copenhague ? Parmi les nombreux points figurent le droit des gouvernements à protéger leurs économies des effets destabilisants du commerce mondial et la nécessité de vraies réformes agraires. Ou la limitation de la consommation et de la production dans les limites de ce que peut supporter l'environnement. Ou encore l'instauration d'une taxe sur les transactions financières internationales à caractère spéculatif et un audit indépendant du rôle joué par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Réalistes, les signataires concluent : « Nous savons que les rapports de force existants ne permettent pas la réalisation de ces buts ». Mais, ajoutent-ils, la communauté des ONG présentes au sommet social peut

● **Les facteurs économiques** sont partout présents à l'origine des problèmes sanitaires enregistrés dans les pays les plus pauvres quand ils n'en sont pas les premiers responsables. » S'adressant le 7 mars à la plénière du sommet social, le Dr Bernard Granjon, président de Médecins du monde France, a tenté de réveiller les consciences face à la situation dramatique que vivent de nombreuses populations dans le monde. Elle se traduit, dans les pays du Sud, par des phénomènes migratoires, l'éclosion d'immenses bidonvilles, des émeutes et des

s'entendre sur une analyse et une stratégie commune.

Ce combat sera difficile. Hier, Vygard Bye n'a disposé que de trois minutes pour présenter en séance plénière la déclaration de Copenhague. Les organisateurs du forum n'ont pas jugé nécessaire de consacrer plus de temps à cette initiative, au nom d'un calendrier hétéroclite à respecter. « Nous sommes tous dispersés dans des petits carrefours, et il est presque impossible de se coordonner. Nous ne parvenons même pas à avoir une grande salle de réunion », déplore Michel Chossudovsky. Malgré ces barrières, nombreuses sont les ONG à avoir travaillé sur cette déclaration. Parmi elles, le Third World Network, le Comité pour l'annulation de la dette, les organisations signataires de la déclaration d'Oslo-Fjord ou encore, du côté francophone, Terre des hommes, les Amis de la Terre, Enda tiers monde...

Un maximum de signatures

Hier soir, une nouvelle session a été consacrée aux ultimes amendements. Aujourd'hui, ce sera la course pour obtenir l'adoption de cette contre-proposition par un maximum d'ONG, avant l'arrivée des chefs d'Etat. Des contacts sont pris également avec les syndicats, de manière informelle, avec des membres des délégations du groupe des 77. Vygard Bye rappelle à cet égard que la déclaration d'Oslo-Fjord, qui a inspiré la déclaration de Copenhague, a reçu l'approbation de certains ministres du Sud, comme François Séverin, ministre de l'Agriculture d'Haïti. Mais, estime Michel Chossudovsky, bien que de nombreuses délégations du G-77 soient opposées au texte du sommet, elles ne se risqueront pas à une attaque frontale des pays riches. Quoi qu'il en soit, la déclaration de Copenhague, assure-t-il, « devrait rassembler plus de mille signatures ».

Antoine de Ravignan

guerres. Le Nord n'est pas épargné avec ses chômeurs en fin de droits, ses sans domicile fixe, et on note la recrudescence de pathologies comme la tuberculose qui avaient presque disparu. La santé est certes coûteuse. Mais pour Bernard Granjon, les pays riches doivent engager énergiquement une politique de développement social et accroître de façon substantielle l'aide publique au développement. « Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles que nous n'osons pas, mais parce que nous n'osons pas qu'elles sont difficiles », a-t-il conclu.

L'interview du jour : Hassan Adebayo Sunmonu**indispensables syndicats**

Venu à Copenhague participer à une rencontre sur « la pauvreté et la participation dans la société civile », le Nigérian Hassan Adebayo Sunmonu, secrétaire général de l'Organisation de l'unité syndicale africaine (Ousa), dit sa crainte des tensions sociales.

● **Comment définissez-vous, en tant que syndicaliste, la société civile ?**

Hassan Adebayo Sunmonu. C'est la somme de toutes les organisations de masse, de toutes les organisations représentatives que sont les syndicats, les associations autonomes de femmes et d'élèves, les coopératives d'agriculteurs et d'artisans, etc.

● **Certains suggèrent de fusionner les syndicats de travailleurs salariés et les associations autonomes.**

H.A.S. Je ne partage pas cette vision des choses. Les salariés ont d'abord des intérêts à faire valoir auprès de leurs employeurs. En revanche, il est vrai que nous invitons les salariés, qui sont aguerris à la lutte syndicale, à militer dans les associations afin de les renforcer. La lutte pour le progrès social doit se mener sur tous les fronts, mais pas dans la confusion.

● **Qui défend les intérêts des agriculteurs africains privés parfois de représentation syndicale ?**

H.A.S. Certes, il se trouve encore des régimes pour interdire la création d'organisations syndicales d'agriculteurs, mais les choses bougent. Aujourd'hui, dans plusieurs pays africains, les agriculteurs ont des associations ou des syndicats influents, comme l'Union des travailleurs agricoles (Gawu) au Ghana par exemple. Au Mali, la tendance est également au regroupement, notamment chez les producteurs de coton.

● **Avec la montée du chômage, certains estiment que les salariés sont des privilégiés et que les syndicats représentent les plus favorisés.**

H.A.S. C'est la thèse de certains patrons. Nous la rejetons. Des employeurs avancent, effectivement, que le marché doit tout dicter et veulent nous employer dans n'importe quelles conditions afin d'être compétitifs. Laisser l'avenir du monde et des peuples aux mains de gens qui considèrent la finance et le commerce comme un casino international ? Jamais. Dans cette mondialisation du marché qui marque notre époque, il n'est jamais question du bien-être des populations. En défendant les salariés, les syndicats combattent également les mauvais gestionnaires de nos économies, donc les intérêts des populations.

● **Les grèves ne sont-elles pas devenues trop fréquentes, au point de fragiliser davantage des économies déjà mal en point ?**

H.A.S. C'est l'ultime arme pour exprimer son désaccord. Contrairement à ce qu'on veut laisser croire, les syndicats ne l'utilisent pas à la légère. Nous avons des collègues qui n'ont pas été payés depuis plus de dix mois. Est-ce tolérable ? Peut-on poursuivre le travail dans ces conditions ? Les grèves à répétition sont le signe de l'absence d'un débat sain entre les partenaires sociaux.

● **Au sommet social, pourrez-vous vous faire entendre, en particulier des chefs d'Etat et de gouvernement africains ?**

H.A.S. Il y va de l'intérêt de tous, y compris des dirigeants politiques eux-mêmes. Faut-il répéter que les mèches des bombes sociales sont allumées et qu'il faut les éteindre au plus vite ? Les questions d'emploi, d'exclusion et de pauvreté doivent être résolues dans des délais raisonnables, dans la justice et l'équité. Nous demanderons à nos dirigeants d'appliquer rigoureusement toutes les résolutions issues du sommet qui vont dans ce sens.

Propos recueillis par G.L.K

Le FMI fait salle comble

Au Bella Center, le Fonds monétaire international avait convié les ONG à un débat sur l'aspect social de ses politiques économiques.

Petit sourire au coin des lèvres, les trois représentants du Fonds monétaire international (FMI) ne s'attendaient sans doute pas à ce que leur réunion sur la « dimension sociale du dialogue politique avec le FMI » remporte un tel succès. Pas moins d'une centaine de personnes, toutes membres de différentes ONG présentes au Bella Center, ont assisté attentivement à cette séance spécialement organisée à leur intention. Contraints d'abandonner la salle 4, occupée par l'un des quatre groupes de travail de la Grande commission, qui n'avait pas réussi la veille à trouver un compromis sur le texte du projet de déclaration, les trois représentants du FMI se sont rabattus vers une petite salle d'une cinquantaine de places à peine.

Bretton Woods censuré

L'annulation hier après-midi de la conférence attendue d'une grande institution financière internationale est venue, une fois de plus, rappeler le malaise qui existe entre les ONG d'une part et les « officiels » de l'autre. Déjà dans l'après-midi du mardi, une manifestation s'était déroulée au forum des ONG. La foule agglutinée en ces lieux était attirée par les vociférations d'un groupe de jeunes espagnols et danois venus protester contre la présence à Copenhague de la Banque mondiale. « Le problème avec les institutions de Bretton Woods, c'est le refus de l'autocritique. C'est toujours la faute aux pays à qui elles imposent pourtant des recettes préfabriquées. » L'air décidé, Anna Bellver, étudiante en politique internationale à l'université de Madrid répète inlassablement le même slogan : « banque mondiale, cinquante ans ça suffit ». Le mouvement est né en 1994 à Madrid, au cinquantième anniversaire de la Banque.

Devant l'affluence des membres des ONG qui se bousculaient devant l'entrée de la pièce, ils ont promis l'organisation d'autres réunions au cours des prochains jours.

« On parle beaucoup du FMI comme une institution qui est à l'origine des programmes d'ajustement structurel, mais nous avons aussi un rôle de surveillance des politiques économiques des pays membres qui est très important à nos yeux », affirme d'emblée l'un des représentants de l'institution financière.

Les ONG répliquent

« Nous insistons sur cinq priorités qui sont partie intégrante d'une politique de développement soutenu. Il s'agit de maîtriser le système monétaire, notamment en diminuant l'inflation, qui est en réalité une sorte de taxe indirecte pour les plus pauvres ; de supprimer progressivement toutes les contraintes pour le bon fonctionnement du marché ; d'ouvrir les économies des pays membres au commerce international et aux échanges avec l'extérieur ; de mettre en place une politique

active dans le domaine social pour réduire la pauvreté, le chômage et protéger les populations les plus vulnérables. Nous insistons, enfin, sur la bonne gestion des affaires publiques ou ce que les Anglo-saxons appellent *good governance*. » Rien de vraiment nouveau sous le ciel du FMI.

La réplique des membres des ONG, qui avaient jusque-là assisté plutôt sagement à l'exposé, ne s'est pas faite attendre. « Pourquoi pensez-vous que des millions de gens s'insurgent aujourd'hui contre votre politique ? Vous nous parlez depuis quinze ans de politiques d'ajustement structurel, en affirmant qu'elles mettront nos économies sur les rails à court terme. Mais on ne voit toujours pas le bout du tunnel », s'est interrogée une syndicaliste d'Amérique latine. Pour les représentants du FMI, le court terme signifie au plus trois ans, et les pays qui traînent derrière eux des politiques d'ajustement structurel depuis plus longtemps sont précisément ceux-là même qui n'appliquent pas entièrement et avec précision les recettes des institutions financières (Banque mondiale, FMI).

Mais, c'est surtout la question de la dette, en particulier de la dette multilatérale, qui a donné lieu à l'échange le plus vif. Jim Barnes, membre de l'ONG, Les amis de la terre, a demandé pourquoi le FMI refusait d'envisager la réduction ou l'annulation de la dette des pays les moins avancés, un fardeau qui les empêche de mettre en place de véritables réformes économiques. A cette question de fond, le responsable du FMI a répondu que l'institution ne pouvait donner le « signal d'une réduction générale de la dette », mais en ce qui concerne la dette multilatérale, qu'elle prévoyait des facilités de remboursement pour les pays en difficulté. « En réalité, a-t-il ajouté, les pays en développement ont tout intérêt à rembourser en premier lieu leur dette multilatérale, car sinon ils perdent toute crédibilité auprès des bailleurs de fonds. » Le sommet social n'y changera rien. **Siavosh Ghazi**

Leçon d'économie

Les pays en développement ne se ressemblent pas. Mardi dernier, Michel Rocard a proposé des solutions adaptées à leurs spécificités.

Les zones de tensions et de conflits sociaux ne méritent-elles pas un traitement approprié ? Le sujet a été soumis, hier, à Copenhague à la réflexion de plusieurs personnalités. Sujet brûlant. Sujet sensible aussi. Dans une intervention digne d'un maître de conférence, Michel Rocard, ancien premier ministre français et actuellement député au Parlement européen, a livré sa vision des choses. Michel Rocard, qui a géré la crise en Nouvelle Calédonie en 1988, à l'époque où il était premier ministre, distingue quatre types de pays.

Premier groupe, les pays en décollage économique. Dans ces Etats à revenu intermédiaire ou sur le point d'accéder à ce statut, l'inégale redistribution des richesses fabrique des exclus. La violence accompagne donc le développement du marché, surtout en l'absence d'éthique ou de régulation syndicale efficace. Certains pays d'Asie (Corée du Sud notamment) et d'Amérique du Sud sont concernés.

Deuxième groupe, les pays où le sous-développement est dû à une série de causes cumulées. Ces pays, situés essentiellement en Afrique, en Asie du Sud et en Amérique du Sud, ont en général un PNB faible, une agriculture en difficulté, etc.

Troisième groupe, les pays en situation de sortie de crise. Dans ces derniers, après des années de guerre, on a déposé les armes. Et l'on tente de reconstruire, comme au Rwanda et dans les territoires autonomes de Palestine. Quatrième et dernier groupe, les pays où la crise menace. Les actuelles tensions sociales et politiques, au Burundi par exemple avec la crise gouvernementale et des attentats meurtriers, montrent que l'explosion peut survenir à tout moment.

Que faire ? L'ancien premier ministre français prévient : « Socialiste, libre échangiste, j'ai toujours été minoritaire dans mon propre camp. Je dérange mais je ne vais pas me dérober aujourd'hui. » La deuxième partie du cours magistral peut commencer. Dans les pays en décollage, où l'économie

est en plein boom, l'éthique est souvent absente du marché du travail. Michel Rocard propose donc la création d'une « clause sociale qui sanctionne le travail carcéral, l'exploitation des enfants ». La crainte des pays concernés de voir dans cette clause un protectionnisme camouflé est stupide à ses yeux. Car la part des produits concernés n'est pas énorme au point de ruiner l'économie d'un pays. Les sanctions peuvent être, en revanche, dissuasives.

Le second groupe, les anciennes colonies d'Afrique notamment, souffre d'avoir trop imité ses anciennes métropoles : trop d'Etat et le tout-urbain au détriment des zones rurales. Pour Michel Rocard, le développement est d'abord agricole et il importe de décourager les cultures d'exportation. Pour les pays qui commencent à sortir de la crise, il reproche à la communauté internationale de croire que tout est réglé et suggère un mandat temporaire des Nations unies pour veiller à leur stabilisation effective.

Des réponses adaptées

Enfin, pour les pays, qui, inexorablement, s'enfoncent dans la crise, il suggère de réfléchir à une « ingénierie de la politique préventive ». Le parlement européen réfléchit sur la manière dont l'Union européenne pourrait exercer directement des pressions sur les dirigeants de ces pays.

Taoufik Cheikh Rouhou, conseiller du chef de l'Etat tunisien, a insisté sur le cas particulier des pays à revenu intermédiaire comme le sien. Il faut éviter de priver d'aide, a-t-il dit en substance, les pays qui, à l'instar de la Tunisie, en ont fait bon usage car ils n'ont pas résolu tous leurs problèmes. Le Danemark qui consacre plus de 1 % de son PNB à l'aide publique au développement (APD) se situe, en pourcentage, au premier rang des nations donatrices. Et Poul Nielson, ministre danois de la Coopération au développement, affirme que son pays fera un effort supplémentaire.

Gilbert Lam Kaboré

L'école, levier du développement

La pauvreté, que ce soit celle des Etats, des familles, ou des individus, entrave ou interdit l'accès à l'éducation, soit qu'il n'y ait pas, ou trop peu d'écoles, soit que celles-ci soient trop chères et inaccessibles. En sens inverse, l'absence d'éducation, primaire en particulier, donc l'absence d'accès à la lecture, à l'écriture et au calcul, même élémentaire, constitue un frein énorme au développement, celui des pays comme celui des individus. Toute stratégie de développement économique doit prendre en compte cette réalité, sous peine d'être vouée à l'échec.

Quelques chiffres : il y a aujourd'hui dans le monde environ un milliard d'adultes illettrés, soit plus du quart des adultes de la planète. 98 % de ces adultes vivent dans le tiers monde. Quant aux enfants, environ cent millions d'entre eux n'ont aucun accès à l'école. L'immense majorité vit dans le tiers monde et les deux tiers sont des filles.

La plus grande masse des analphabètes adultes du monde vit en Asie. La Chine, à elle seule, en compte 225 millions, l'Inde, 280, le Bangladesh et le Pakistan respectivement 42 et 43. Si l'on y ajoute six pays, le Nigeria (29 millions), l'Indonésie (27 millions), le Brésil (18 millions), l'Égypte (16 millions), l'Iran (15 millions) et le Soudan (15 millions), on constate que dix pays comptent à eux seuls les trois quarts des illettrés adultes de la planète, soit plus de sept cents millions d'individus.

L'école ou les champs

La scolarisation des enfants avait pourtant fait des progrès considérables dans le tiers monde depuis la vague des indépendances, entre le début des années 1960 et le début des années 1980. Mais la décennie 1980-1990, marquée par les effets conjoints de la dette et des programmes d'ajustement structurels, a été désastreuse dans le domaine de l'éducation, surtout en Amérique latine et en Afrique. Sur le continent noir, fermetures d'écoles et licenciements de maîtres ont fait littéralement chuter les taux de scolarisation dans le primaire, passés au cours de cette décennie, de 84 % à 70 % en moyenne. S'ajoute à cela le pourcentage énorme d'« abandons scolaires » chez les enfants, ceux qui entament le cycle primaire et ne le terminent pas, qui dépasse 40 % dans les pays les plus pauvres.

C'est que l'école, dans les ménages les plus démunis, apparaît comme une rivale du tra-

Il y a aujourd'hui dans le monde environ un milliard d'adultes illettrés. L'école, dans les ménages les plus pauvres, apparaît comme une rivale du travail de l'enfant. Pourtant, l'éducation favorise le changement social.



Fundação Cuidar o Futuro

Scolariser les filles, dit-on en Inde, c'est « arroser le jardin du voisin ».

vail de l'enfant. Qu'il vaque à des occupations dans les champs, dans une échoppe, un atelier ou une usine, l'enfant non seulement subvient à ses propres besoins mais contribue aux ressources de la famille tout entière. En assurant la garde des enfants plus petits, les fillettes libèrent leurs mères des tâches domestiques, ce qui leur permet de travailler au dehors. Dans tous les cas, la fréquentation de l'école représente un manque à gagner que la famille peut ne pas être en état de supporter.

A ce manque à gagner s'ajoute le coût proprement dit de l'école. Même lorsqu'elle est gratuite, celle-ci impose l'achat de fournitures, de livres, parfois d'un uniforme, souvent le paiement d'une cantine, autant de frais que la famille doit acquitter et qui se trouvent multipliés par le nombre des enfants. D'où la tendance, si fréquente, à n'envoyer que les garçons à l'école car le travail des filles à la maison est indispensable et parce que l'éducation d'une fille, bien souvent, apparaît comme peine perdue. Eduquer une

filles, dit un proverbe indien, c'est arroser le jardin du voisin.

Une autre raison de la lenteur des progrès de la scolarisation dans le tiers monde tient à l'inadaptation de l'école elle-même : formation insuffisante et absentéisme des maîtres, manque d'équipements scolaires, langue utilisée. En Inde, par exemple, où l'on parle neuf cents langues et dialectes, l'enseignement est donné en quinze langues « seulement », ce qui impose à l'enfant un effort supplémentaire, et que la famille ne pourra pas appuyer.

Les conséquences de la faiblesse du taux de scolarisation et de l'analphabétisme des adultes sont d'abord d'ordre psychologique et économique. L'ouverture à la culture écrite, en effet, n'est pas seulement l'accès à une technique : elle décuple le goût de l'innovation, du changement social et permet, outre l'acquisition de connaissances nouvelles, un minimum de raisonnement critique.

Impact économique

L'accès à la culture écrite a donc un impact économique direct, qu'il est d'ailleurs possible de mesurer. Ainsi, une étude menée par la Banque mondiale en Afrique montre que les paysans qui avaient bénéficié de quatre ans d'éducation primaire produisaient en moyenne 8 % de plus que ceux qui n'étaient jamais allés à l'école. Plus accessibles aux instructions des encadreurs, ils acceptent mieux les techniques nouvelles, ont plus facilement accès au crédit, peuvent lire les notices, évitent plus aisément les accidents, fréquents du fait de l'usage des pesticides, etc. Même dans l'économie informelle, celui qui sait lire et écrire sera mieux armé que les autres.

Toujours selon la Banque mondiale (rapport sur la pauvreté, 1990), l'augmentation d'un an de la durée moyenne de scolarité peut faire progresser le PIB de 3 %. D'après une étude menée par l'institution de Washington dans quatre-vingt-huit pays du tiers monde, faire progresser l'alphabétisation de 20 à 30 % fait croître le PIB de 8 à 16 %.

Mais une progression du niveau d'éducation dans un pays a d'autres effets encore, en particulier sur la démographie. L'alphabétisation rend de loin plus aisé l'accès à la contraception, non seulement du point de vue technique mais aussi en facilitant la réflexion, la discussion au sein du couple sur la taille optimale de la famille. L'éducation, en outre, retarde souvent l'âge au mariage, donc diffère la première naissance et aide à

Suite page 6 ▶

► diminuer le nombre total d'enfants dans la famille. L'Unicef a ainsi constaté au Brésil qu'une femme illettrée a, en moyenne, 6,5 enfants, contre 4 pour celle qui a reçu une éducation primaire et 2,5 pour celle qui a reçu une éducation secondaire.

Lutter contre l'analphabétisme des femmes – donc envoyer les petites filles à l'école – est l'un des plus sûrs moyens de réduire la mortalité infantile. Les mères alphabétisées savent beaucoup mieux faire les gestes utiles (procéder à la réhydratation orale, tenir les carnets de vaccination et les courbes de croissance), elles sont plus accessibles à la sensibilisation sur les risques liés à l'environnement, à l'allaitement au biberon, etc. Selon l'Unicef, chaque année supplémentaire de scolarisation dans un pays y fait baisser le taux de mortalité infantile de 6 %. La mortalité des enfants d'une mère analphabète est

double de celle d'une mère qui a fréquenté l'école pendant quatre ans.

A la lumière de ces constats, la conclusion s'impose : l'éducation est un levier du développement. Lors de la Conférence mondiale sur l'éducation, organisée à Jomtien, en Thaïlande, en février 1990, par la Banque mondiale, le Pnud, l'Unicef et l'Unesco, un consensus s'est dégagé, en trois points, tous orientés vers le même objectif : tous les enfants doivent recevoir au moins une éducation leur permettant de savoir lire, écrire et compter. Première étape : d'ici à l'an 2000, 80 % des enfants devraient aller à l'école, filles et garçons bien entendu.

Le consensus porte aussi sur la stratégie à utiliser pour atteindre cet objectif, stratégie qui s'articule autour de trois points. D'abord, le débat, déjà ancien, sur le thème « faut-il enseigner, même en milieu rural, la

lecture, l'écriture et le calcul », est clos. La réponse est oui. Mais ces acquis ne seront définitifs que si l'enfant a suivi quatre ans au moins de scolarisation primaire, sans interruptions importantes.

L'école pour tous

L'éducation primaire se taille rarement la part du lion dans les budgets nationaux. Or elle est la base même de tout développement. Il convient de réaffecter les budgets en tenant compte de ce facteur.

Il convient enfin également de réaffecter dans le même sens les aides extérieures. Le mouvement est bien amorcé : en 1989 et 1990, 21 % de l'aide à l'éducation a été alloué à l'enseignement primaire, contre 6 % en 1987. Mais ce mouvement reste à confirmer et à amplifier.

Le premier bailleur de fonds dans le domaine de l'éducation est aujourd'hui la Banque mondiale. Entre 1989 et 1994, ses prêts à l'enseignement primaire ont triplé, représentant 41 % de ses prêts au secteur de l'éducation, qui dépassent à présent les trois milliards de dollars annuels. Les banques régionales de développement investissent fortement, elles aussi, dans le domaine de l'éducation, en particulier la Banque asiatique de développement. Le Pnud a, lui aussi, considérablement renforcé son effort dans ce domaine, de même que l'Unicef. L'Unesco vient loin derrière, concentrant son action sur des activités de « conseil », notamment pour diffuser des stratégies d'éducation déjà bien connues des dirigeants du tiers monde.

Claire BRISSET

Comité français pour l'Unicef

Palestine

Gaza : le tableau noir de l'éducation

Parmi les nombreux défis que devra relever le gouvernement palestinien, l'éducation, notamment dans la Bande de Gaza, est un enjeu majeur. Car vingt-six ans d'occupation israélienne dont six d'Intifada (la révolte des jeunes contre l'occupant) ont mis à mal les structures scolaires.

Avant 1967, à l'époque de l'administration égyptienne, l'enseignement était de meilleure qualité, ou tout au moins se déroulait dans de meilleures conditions. « L'école, fait observer le Dr Hassan Al Hara, responsable de l'éducation à l'UNRWA⁽¹⁾, était obligatoire jusqu'à douze ans. » Les parents qui n'y envoyaient pas leurs enfants étaient passibles de poursuites judiciaires. Outre l'enseignement général, le sport, la peinture, le dessin et les travaux manuels étaient intégrés au programme. Les classes comptaient en moyenne trente-cinq élèves. Les ouvrages étaient périodiquement réactualisés. A cette époque, et pendant longtemps encore, malgré des conditions de vie déjà difficiles, les Palestiniens figuraient parmi ceux qui avaient le plus haut niveau d'instruction dans le monde arabe.

Classes surchargées

Aujourd'hui, même si dans les territoires anciennement occupés, la majorité des enfants est scolarisée, les conditions de travail sont loin d'être satisfaisantes. Dans la Bande de Gaza, on rencontre quatre types d'écoles. A commencer par celles dites « gouvernementales », qui dépendaient directement de l'administration israélienne. Ce sont les plus démunies, celles aussi où le corps enseignant

Manque de moyens financiers, de locaux et d'enseignants. En Palestine, le système scolaire a été mis à mal par des années d'occupation, de guerre et de révoltes. L'heure est à la reconstruction et la tâche s'avère titanesque.

est le moins bien formé et le moins bien payé. Viennent ensuite les écoles privées, peu nombreuses, de qualité variable et chères. Les écoles gérées par l'UNRWA, et auparavant placées sous le contrôle de l'administration israélienne sont, elles, plus nombreuses. Enfin, il y a les écoles coraniques. Peu fréquentées, elles ne dispensent, dans la majeure partie des cas, qu'un enseignement religieux qui vient en complément de la scolarité normale.

Quel que soit le type d'établissement, chaque classe compte quarante-cinq à cinquante élèves, voire soixante. Les écoles ont, pour la plupart, un fonctionnement double avec deux équipes d'enseignants. Ainsi, un premier groupe a-t-il classe de 7h30 à 11h30, et le second de 12h00 à 16h00, soit quatre heures d'affilée sans pause. Dans ces conditions, il est difficile de demander aux enfants une attention soutenue pendant toute la durée des cours.

Les enseignants ont également du mal à toujours rester à l'écoute des élèves. Pourtant, ces quatre heures ne sont pas de trop pour aller au bout du programme scolaire, qui, du reste, n'a pas été réactualisé ces vingt-six dernières années. A Gaza, les enfants suivaient toujours le programme qu'étudiaient les jeunes Egyptiens en 1967. Le mot Palestine n'existait pas, pas plus que l'histoire et la géographie de Gaza. Dans les livres scolaires, on n'avait tou-

jours pas marché sur la Lune. Par ailleurs, en raison des couvre-feux et des grèves, les écoles ont fonctionné, en moyenne pendant les cinq premières années de l'Intifada, soixante-dix jours sur deux cents. Depuis la rentrée scolaire 1992-1993, le service des écoles UNRWA est assuré à 90 % les jours de grève.

Construire l'avenir

Aujourd'hui, à l'instigation des nouvelles autorités, la réactualisation des programmes et la création de nouveaux cursus scolaires est en cours. Mais cela ne résoudra pas pour autant tous les problèmes : formation insuffisante des enseignants d'ailleurs peu nombreux, manque de place et de matériel. Seules quelques rares écoles gérées par l'UNRWA ont le privilège de posséder un laboratoire ou une bibliothèque. « La somme consacrée annuellement à l'encadrement d'un élève israélien s'élève à 840 dollars, contre 45 pour son homologue de Gaza, où, note Hassan Al Hara, la majorité des élèves a deux ans de retard par rapport au niveau supposé de leur classe ». Une étude menée en 1991 par l'Institut Tamer de Jérusalem confirme ces lacunes.

Durant l'Intifada, le taux d'illettrisme chez les plus de dix ans est passé de 5 à 19,5 %. A tout cela s'ajoute l'environnement immédiat de l'enfant. Dans les camps, il n'est pas

rare de voir une famille de huit à quinze personnes vivre dans une seule pièce.

Le gouvernement palestinien, le corps enseignant, les dirigeants locaux de l'UNRWA tout comme les ONG ont conscience de la gravité de la situation. Déjà, certains préconisent de fixer à seize ans la période de la scolarité obligatoire. Mais il faudrait multiplier par deux le nombre d'enseignants et par quatre le nombre de classes, et cela ne couvrirait encore que les besoins immédiats. Il faudrait également créer des écoles techniques, de formation professionnelle et restructurer l'enseignement supérieur. Dans la formation des enseignants, on devrait mettre l'accent sur la psychologie et la pédagogie afin de pouvoir répondre à la situation toute particulière des enfants de Gaza et de Cisjordanie. L'occupation et la violence, qui l'a accompagnée, ont profondément marqué toute une génération. Et les répercussions, comme le souligne le docteur Fadel Abou Hin du *Gaza Community Mental Health Center*, se feront sentir sur plusieurs générations.

Les nouvelles autorités auront-elles les moyens et la volonté de mener de telles réformes ? L'éducation sera-t-elle une priorité et se donnera-t-on les moyens de cette priorité ? L'avenir de la Palestine en dépend. Et la société civile – notamment à travers les associations d'enseignants et de parents d'élèves, les ONG locales – a un rôle capital à jouer.

Jean-Christophe SIDOIT

Enfants réfugiés du monde/Mission Gaza

(1) UNRWA : organisme des Nations unies chargé d'aider les réfugiés palestiniens.

Main-d'œuvre enfantine

Taillables et corvéables

La convention sur les droits des enfants a été ratifiée par cent cinquante-neuf Etats. Mais dans la pratique, beaucoup l'ignorent.

Cent millions d'enfants de moins de quinze ans travaillent dans le monde. A lui seul, ce chiffre résume la gravité de la situation. Elle est d'autant plus inquiétante qu'au début des années 80, on estimait leur nombre à seulement cinquante millions. Selon les estimations de l'Organisation internationale du travail (OIT), 95 % de ces enfants vivent dans les pays en développement dont la moitié en Asie, le continent le plus peuplé de la planète. Mais c'est en Afrique que la proportion des enfants travailleurs est la plus élevée (un sur trois). En Amérique latine, 15 à 20 % des enfants travaillent de manière régulière. Ce phénomène touche également certains pays industrialisés, tels que les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Espagne et le Portugal.

Les enfants de moins de quinze ans représentent jusqu'à 11 % de la main-d'œuvre en Inde, en Indonésie et au Bangladesh. Selon les estimations les plus récentes, c'est en Inde que la situation est la plus grave. D'après une étude du ministère indien du Travail publiée en 1983, le nombre total des enfants ayant une activité économique était de quarante-quatre millions. Il n'a fait que progresser depuis. De plus, alors que les enquêtes portent surtout sur certains secteurs de l'industrie, la grande majorité des enfants travailleurs indiens est employée dans le secteur rural, où il est difficile d'avoir une idée précise de leur nombre. Toutefois, après une étude, l'Unicef a conclu que sur les 150 millions d'enfants âgés de six à quinze ans, environ 100 millions sont officiellement inscrits à l'école. Mais la moitié de ces élèves la fréquentent irrégulièrement. Ce qui signifie qu'aux 50 millions d'enfants non scolarisés, qui travaillent régulièrement, il faut ajouter de nombreux enfants scolarisés ayant une activité économique occasionnelle.

D'une manière générale, selon les estimations, le nombre des enfants travailleurs correspond à celui des enfants qui n'ont pas accès à l'école primaire. On estime que 20 % des enfants en âge de fréquenter l'école (soit cent millions) ne sont pas scolarisés dans les pays en développement. Mais, estime-t-on à l'Unicef, il ne faut pas oublier tous les enfants qui travaillent en dehors des heures scolaires et qui apparaissent dans les statistiques en tant qu'élèves scolarisés et non en tant que travailleurs. Toutefois, l'Unicef fait une distinction entre « le

travail qu'effectuent les enfants dans le cadre familial lorsqu'ils aident les parents à la maison, ou dans les champs et l'exploitation de la main-d'œuvre enfantine ». Dans le premier cas, les corvées parfois très lourdes, surtout pour les fillettes, constituent néanmoins une préparation à la vie adulte et permettent d'acquérir un savoir-faire traditionnel. Dans le second cas, il s'agit de tirer profit, sous des formes diverses, du travail des enfants dans des conditions que les adultes souvent ne voudraient pas accepter.

La convention de 1989

Généralement, ces enfants travaillent dans l'industrie du tapis, les briqueteries, les usines textiles, les mines, les plantations et les pâturages. Il ne faut pas non plus oublier « l'industrie du sexe », le marché de la drogue où l'exploitation des enfants commence très tôt, ni leur enrôlement dans de nombreux conflits armés. Dans bon nombre de ces « métiers », les risques de détérioration de la santé physique, voire psychologique, des enfants sont

très élevés. C'est le cas dans l'agriculture et les industries textiles où l'on utilise des produits chimiques nocifs. De même, dans les ateliers de fabrication de tapis, les enfants sont généralement entassés dans des lieux à la fois sombres et pollués par la poussière de laine. Les enfants travailleurs sont aussi victimes d'un manque total de formation, quand ils ne sont pas complètement exclus du système scolaire. Dans la plupart des pays du Sahel, le taux de scolarisation ne dépasse pas les 30 %. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, la crise économique dans bon nombre de pays en développement et l'augmentation du chômage n'ont pas fait chuter le nombre des enfants travailleurs, bien au contraire. Souvent, le travail des enfants, employés dans des circuits parallèles et quelquefois clandestins, permet non seulement à des familles de survivre, mais aussi à un adulte de trouver un travail à l'extérieur. Cela est particulièrement vrai dans les zones rurales, où les enfants s'occupent des animaux ou des travaux des champs. En 1989, les Nations unies ont adopté la convention sur le droit des enfants, dont quatre

articles concernent le travail. Ratifiée par cent cinquante-neuf pays, elle stipule que les Etats signataires doivent « protéger l'enfant contre tout travail mettant en danger sa santé, son éducation ou son développement, établir des âges minimaux d'admission à l'emploi et à en spécifier les conditions ». Or, la convention de 1989 ne fixe aucun âge minimum de travail et laisse à chaque Etat le soin de le faire. Ainsi, en Egypte et au Bangladesh, l'âge légal du travail est de douze ans, au Gabon et en Russie, il est de seize ans. Mais, dans de nombreux pays, la législation nationale elle-même n'est pas appliquée.

Pour lutter contre cette situation alarmante, les organisations spécialisées des Nations unies, telles que l'OMS, l'Unesco, l'Unicef ou encore le Fnuap se sont mobilisées depuis quelques années. En 1993, le Bureau international du travail a lancé, en collaboration avec les autres organisations spécialisées et des ONG, le Programme international pour l'abolition du travail des enfants. Il vise non seulement à protéger les enfants qui travaillent mais surtout à abolir le travail des enfants de moins de douze ans. Une première série d'actions a été lancée en Inde, au Brésil, en Indonésie, au Kenya, en Turquie et en Thaïlande, où la situation des enfants travailleurs est sans doute la plus préoccupante.

Siavosh Ghazi

Prostitution

Fundação Cuidar o Futuro Enfants de misère

Porn, âgée de douze ans, est issue d'une famille pauvre d'un village du nord de la Thaïlande. Un jour, un homme est venu lui proposer un emploi de serveuse dans un hôtel. Il a offert une avance de salaire à ses parents qui l'ont laissé partir. Un mois durant, elle est restée enfermée dans une chambre. Bien nourrie, elle dormait beaucoup et ne travaillait guère. En réalité, Porn était trop maigre et il fallait la faire grossir avant de la présenter à son premier client. Ce jour est arrivé. Porn a du subir les assauts répétés d'un vieux monsieur. Elle a pleuré, s'est débattue en vain. Désormais séquestrée dans cet hôtel, elle allait connaître le pire esclavage qui soit : la prostitution.

Joe, treize ans, est lui aussi issu d'une famille pauvre. Sa mère est prostituée. Il ne connaît pas son père. Ses trois frères sont dans la rue, il est élevé par sa grand-mère. Un jour, il a rejoint une bande, s'est mis à la drogue et se prostitue dans le quartier Luneta à Manille.

L'histoire de Porn et de Joe est celle d'enfants qui se comptent par millions dans les grandes métropoles de tous les continents, là où la misère, l'exode rural, l'abandon, la violence au sein des familles les a

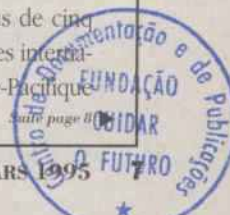
De part le monde, la pauvreté pousse des milliers d'enfants à la prostitution. Un phénomène aujourd'hui amplifié par le tourisme.

poussés dans la rue. Pour survivre ou faire vivre leur famille, ils exercent des petits boulots, mendient, volent ou se prostituent. Qu'ils vivent à Bogota, Manille, Abidjan ou Bangkok, les enfants prostitués présentent tous les mêmes symptômes. Ils sont profondément marqués physiquement et psychologiquement. Ainsi Aïssa, neuf ans, avait passé dix jours avec un pédophile. « Elle était comme un chat sauvage, se cachait sous la table, ne parlait à personne. Ce sont les enfants du centre qui l'on apprivoisée » témoigne Dominique Lemay, responsable d'un foyer d'accueil à Manille. Les filles sont souvent effarouchées, réduites au silence, victimes de discriminations. Les garçons, eux, deviennent méfiants, agressifs. Filles et garçons sont profondément troublés par les pratiques sexuelles déviantes qu'ils subissent et présentent également des troubles de comportement liés à la toxicomanie. Certains sont fauchés par le sida.

Vous avez dit prostitution ? La sociologue Maria Luiza Lamarao, elle, préfère parler d'exploitation sexuelle, parce que, dit-elle, « je vois d'un côté un homme riche, de l'autre côté une petite fille qui a faim ».

Les affaires des marchands de chair se portent bien. Le marché de la pornographie enfantine s'est considérablement développé grâce aux technologies et aux moyens de communication modernes. Les pédophiles se rendent dans de nombreux pays pour produire, échanger, diffuser des photos et cassettes vidéo. Ce marché est organisé ouvertement dans certains pays, clandestinement dans d'autres. Les enjeux financiers sont énormes. Certains réseaux achètent des enfants ou les enlèvent et les droguent à des fins d'exploitation sexuelle. C'est le cas en Asie où, malgré les efforts récents de certaines polices, ces réseaux s'intensifient et s'internationalisent. Les enfants ainsi piégés se retrouvent hors de leur pays d'origine, avec de faux papiers d'identité. Certains disparaissent tout simplement. Les Nations unies ont désigné l'exploitation sexuelle comme une forme moderne d'esclavage.

Le tourisme est aussi un facteur du développement de la prostitution des enfants. L'Office mondial du tourisme évalue à plus de cinq cents millions le nombre de touristes internationaux en 1994. C'est la région Asie-Pacifique





Jeunes prostituées à Managua (Nicaragua). Poussées à la rue par l'abandon et la misère.

► qui enregistre la plus forte hausse régionale de l'activité touristique. Certains s'y rendent juste pour satisfaire leurs fantasmes, d'où l'apparition de mots nouveaux tels que « tourisme sexuel » et « sexe-touriste ». Les « sexe-touristes » viennent essentiellement d'Europe, du Japon, d'Australie, des Etats-Unis, du Canada... Le client, on l'occulte trop souvent, est responsable de la prostitution, car sans client pas de prostitué !

L'impact du tourisme sur la prostitution enfantine est apparu dès 1981 comme une question préoccupante dans les rencontres nationales et internationales. Quelques dates marquent cette prise de conscience. En 1988, une enquête a été effectuée au Sri Lanka, aux Philippines et en Thaïlande à l'initiative de l'*Ecumenical Coalition for Third World Tourism*. Ses conclusions ont été présentées au groupe de travail des Nations unies, réuni à Genève l'année suivante. A cette occasion, le président du groupe a souligné la nécessité de prendre partout des dispositions législatives pour sanctionner sévèrement les trafiquants d'enfants. En 1990, la ville de Chiang-Mai en Thaïlande abritait à son tour un séminaire sur l'exploitation des enfants, avec la participation de représentants d'Etat et d'Eglises, d'associations, d'universitaires et de journalistes. C'est à l'issue de cette rencontre qu'il a été décidé, avec l'appui de l'Unicef et du Bureau international catholique de l'Enfance (Bice) de lancer une campagne internationale intitulée *End child prostitution in Asian tourism* (Halte à la prostitution des enfants liée au tourisme en Asie), dont le sigle est ECPAT (lire ci-contre).

Ça et là, des recommandations sont formulées et des mesures sont prises pour protéger les enfants. La convention internationale des droits de l'enfant, adoptée par les Nations unies en novembre 1989, stipule notamment que les Etats signataires⁽¹⁾ s'engagent à protéger l'enfant contre toutes les formes d'exploitation et de violence sexuelles. De leur côté, les ministres du conseil de l'Europe ont adopté en 1991 des recommandations élaborées par des experts de neuf Etats-membres sur « l'exploitation

sexuelle, la pornographie, la prostitution ainsi que le trafic d'enfants et de jeunes adultes ».

En 1992, la commission des droits de l'homme des Nations unies a proposé un programme d'action et de prévention intitulé *Lutter contre la vente d'enfants, la prostitution et la pornographie enfantines*. Elle invite par ailleurs les Etats concernés à prendre des mesures juridiques pour prévenir et combattre le tourisme sexuel. Le sort des enfants préoccupe aujourd'hui également nombre de services de police dans le monde. En 1993, Interpol a mis sur pied un groupe de travail permanent sur les infractions dont sont victimes les mineurs.

Ces dispositifs permettront-ils d'éradiquer le fléau de la prostitution enfantine ? La bataille se joue aussi sur le terrain du développement économique, même si la commission des droits de l'homme des Nations unies affirme avec raison que « ni la pauvreté, ni le sous-développement ne peuvent justifier une telle exploitation des enfants ».

Monique LOUSTAU
ECPAT

(1) A l'automne 1994, elle était ratifiée, par 167 Etats ; 14 pays, dont les Etats-Unis, ne l'avaient ni signée, ni ratifiée.

Halte à la prostitution enfantine

La campagne ECPAT est lancée aujourd'hui dans vingt-six pays. Objectifs : informer les touristes et les professionnels du tourisme, obtenir l'application de la convention internationale des droits de l'enfant, faire voter des lois permettant de juger dans leur pays d'origine les auteurs d'abus sexuels commis sur des enfants à l'étranger, soutenir des actions de prévention et d'aide aux enfants et à leurs familles. Cette campagne est soutenue par de nombreux partenaires, dont la Fédération universelle des associations d'agents de voyage (FUAUV) implantée dans 92 pays. Les voyageurs ont accepté de diffuser des dépliants qui stigmatisent le tourisme sexuel. La campagne ECPAT se poursuivra jusqu'en 1996. ■

Calendrier

Jeudi 9 mars 1995

Conférence officielle

Rens. : Tél. 33 12 21 20. Fax. 33 14 07 44

• **De 10 h à 18 h. Séance plénière** sur l'emploi avec notamment le directeur général de l'Unesco, Federico Mayor.

auditorium du Bella Center

• **De 10 h à 13 h.** Ateliers sur les **droits des enfants** frappés d'infirmité, organisés par l'Unicef et le groupe Rééducation internationale.

• **De 13 h 15 à 14 h 30.** Responsabilité sociale des réalisateurs : débats avec le Centre de cinéma américain.

• **De 15 h à 18 h.** Développement social par les Partis politiques internationaux.

• **De 13 h à 14 h 45.** Séminaire avec les ministres des Affaires sociales de Norvège, de Suède et du Danemark, toutes trois sociales-démocrates : l'avenir des allocations sociales (salle G.1.35).

• **De 13 h à 16 h 45.** Table ronde sur le **dialogue Nord-Sud**. Par le Réseau de femmes de développement européen (salle D.1.34).

• **De 13 h à 18 h 45.** Débat sur les pays en transition, de l'**Europe centrale** et de l'**Est** : tables rondes du Conseil international sur le bien-être social* (salle B.1.05)

• **De 15 h à 16 h 45.** L'Association Ribat El Fath, cellule enfants anime un atelier sur l'intégration sociale des enfants et de la jeunesse au Maroc* (salle C.3.29). Tables rondes de Enda tiers-monde sur les villes, lieux où se joue le développement social (salle H.1.40).

• **De 15 h à 18 h. Les villes en crise.** réponses des groupes de base : ateliers des Volontaires des Nations unies et l'Institut de recherche des Nations unies pour un développement social. Avec des représentants du Brésil, de l'Inde, du Kenya, du Mexique et des Etats-Unis (salle 100).

• **De 15 h à 18 h 45.** Pour une intégration des exclus : table ronde avec l'intervention de Federico Mayor (salle C.2.3).

• **A 17 h.** Rôle des femmes dans les stratégies de **survie et d'auto-emploi** : atelier organisé par l'Union nationale des femmes de Tunisie (UNFT); (bât.C.3.21).

• **De 17 h à 18 h 45. Exploitation des enfants** : conférence de l'association Salsumsoba* (salle 2.11). Exposé d'expériences et discussion sur la **Banque mondiale** et les ONG, par l'Association des villages Moukandi pour l'environnement et le développement (salle C.2.09). Conférence en espagnol de l'Institut de promotion pour l'intégration sociale : expériences solidaires et **autogestion** (salle C.3.20). Violation des droits des femmes : ateliers de l'Institut du Caire pour les droits humains (salle C.3.23).

au Eigtveds Pakhus

Asiatiskplads, près du ministère des Affaires étrangères. Rens. : 33 92 16 01

• **De 10 h à 13 h et de 14 h 30 à 16 h.** La Conférence mondiale sur la religion et la paix propose une rencontre sur les **perspectives éthiques** et religieuses du développement social (salle III).

• **De 10 h à 13 h.** Betty Bigombe, ministre d'Etat de l'Ouganda, interviendra dans la rencontre sur les **attentes des pays du Sud**. Organisée par le Centre d'études sur le Sud global (salle II).

• **A 14 h.** Les femmes comme **force de changement social** : ateliers du Centre d'études du Sud global avec, notamment, comme intervenantes Gertrude Mongella, secrétaire général de la Conférence des femmes, Nifis Sadik, secrétaire général de l'ICPD (salle IV).

• **De 14 h 30 à 18 h.** L'Institut danois de recherche sociale, le Centre pour la recherche en développement et la Commission danoise sur la sécurité et le **désarmement** : présentation de trois rapports sur le bien être social, la coopération et la sécurité (salle IV).

Forum des ONG

sur l'île de Holmen

Rens. : Tél. 32 96 19 95. Fax. 32 96 89 19

• **A 9 h.** Réunion des ONG signataires de la déclaration de Copenhague (bât F).

• **De 9 h à 12 h 45.** Les effets sociaux de la **mondialisation** : débats avec l'Institut de recherche des Nations unies pour un développement social (H.1.141). Ateliers, avec projection vidéo, sur l'**emploi** et le **développement**, organisés par le Réseau des associations de femmes africaines en milieu rural (salle H.1.40). Conférence du Conseil international du bien-être social : politiques sociales, droits sociaux et économiques, pauvreté* (salle B.1.05).

• **De 11 h à 14h 45.** Respect des droits de l'homme et **travail** : ateliers du Centre international pour les droits de l'homme et le développement démocratique (salle D.2.34).

* Ces rencontres peuvent être suivies en langue française.

Ce programme est susceptible de changements de dernière heure.

Et encore

• **Rencontre.** Au café de la jeunesse, 52 Kobmargergade, possibilité de boire un verre tout en discutant sur l'évolution du sommet. Tous les jours, interventions autour d'expériences vécues.

• **Photo.** Spectacle multimédia de Jakob Holt à partir de ses photos prises aux Etats-Unis dans les années 70 (salle des rencontres G. 17 h).

• **Théâtre.** Monologue de la Colombienne Luz Estella Garcia (salle C.2.08).

■ Informations en anglais sur la conférence officielle et sur le forum : à la **radio**, FM 100 Mhz, et à la **télévision**, Summit Channel, de 7 h à 20 h.

VIVRE AUTREMENT

Directeur de la publication : Jacques Bugnicourt • Rédactrice en chef : Sophie Bessis • Rédaction : Siavosh Ghazi, Gilbert Lam Kaboré, Jean-Marie Nzekoue, Dominique Alice Rouyer • Edition : Claudine Moïse, Antoine de Ravignan • Maquette : Anabelle Chapô • Flashage : Hertz • Impression : Paradistryk (Danemark) • Distribution : Claire Marsden • ENDA - Organisation internationale à caractère associatif et à but non lucratif, basée au Sénégal. Enda participe à la lutte contre la pauvreté et à la mise en œuvre d'une politique internationale de développement durable. B.P. 3370 Dakar, Sénégal - France : 5, rue des Immeubles-Industriels 75011 Paris. Tél. (33-1) 43 72 09 09. Fax (33-1) 43 72 16 81. • VIVRE AUTREMENT et Terra Viva quotidien en anglais d'IPS, collaborent par l'échange d'articles et d'informations • VIVRE AUTREMENT à Copenhague : Hotel Copenhagen Bed and Breakfast, Eglilsgade 33, 2300 Kobenhavn S. Tél. (45) 32 96 27 20. Fax. (45) 32 96 83 08. • E-mail : endaparis.va@gn.apc.org •